



FICHE PAYS – JANVIER 2023



# Tunisie



## Points essentiels:

- Les relations économiques entre la Suisse et la Tunisie s'inscrivent dans des conditions-cadres bilatérales complètes, comptant sur un accord de libre-échange (via l'Association européenne de libre-échange), un accord de protection des investissements et une convention contre les double-impositions.
- La Tunisie est un pays prioritaire de la coopération économique du SECO.
- En comparaison régionale, l'économie tunisienne est relativement diversifiée.
- La Tunisie est le 12<sup>ème</sup> partenaire commercial de la Suisse en Afrique (le 3<sup>ème</sup> en Afrique du Nord, derrière l'Egypte et le Maroc), avec un volume des échanges qui se monte à CHF 440 millions en 2022.

# 1. Informations sur le pays<sup>1</sup>

## 1.1 Informations générales

	Tunisie	Suisse
Surface (km <sup>2</sup> )	162'155 (4x CH)	41'290
Monnaie	Dinar tunisien (DT)	Franc suisse (CHF)
Taux de change (au 31.01.23)	3.29 DT →	1 CHF
Population (2021)	11.8 Mio. (+1.1%)	8.4 Mio. (+0.7))
Nombre de suisses en Tunisie <sup>2</sup>	1'466 (2021)	--
Nombre de tunisiens en Suisse <sup>3</sup>	--	7'994 (11.2022)

## 1.2 Rankings<sup>4</sup>

	Tunisie	Suisse
<a href="#">Index of Economic Freedom (2022)</a>	128/178 (-9)	2/178 (+2)
<a href="#">Corruption Perception Index (2022)</a>	85/180 (-15)	7/180 (+0)
<a href="#">Human Development Index (2021)</a>	97/191 (-2)	1/191 (+0)
<a href="#">Global Innovation Index (2022)</a>	73/129 (-2)	1/129 (+0)

## 1.3 Composition du gouvernement<sup>5</sup>

Président	Kais SAIED (depuis 10.2019 )
Chef du gouvernement	Najla BOUDEN (depuis 10.2021)
Ministre des Affaires étrangères	Othman JERANDI (depuis 10.2020)
Ministre du Commerce et du développement des exportations	Kalthoum BEN REJEB (depuis 01.2023)
Ministre de l'Economie et du Plan	Samir SAIED (depuis 10.2021)
Ministre de l'Industrie, de l'énergie et des mines	Neila Noura GONGI (depuis 10.2021)
Gouverneur de la Banque centrale	Marouane ABASSI (depuis 02.2018)
Prochaines élections présidentielles	2024

<sup>1</sup> World Bank Data

<sup>2</sup> Bundesamt für Statistik BFS: Auslandschweizerstatistik

<sup>3</sup> Bundesamt für Statistik BFS: Ständige ausländische Wohnbevölkerung nach Staatsangehörigkeit

<sup>4</sup> Interprétation: Position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente)

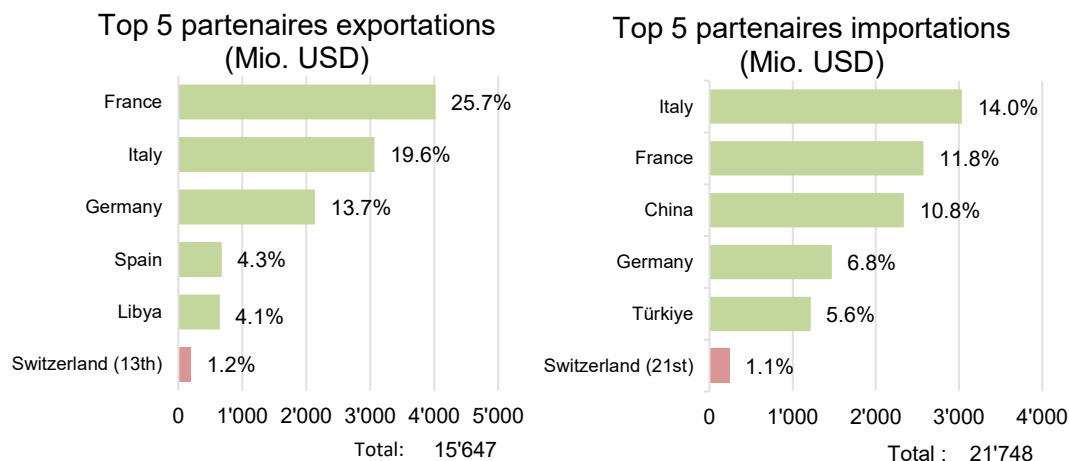
<sup>5</sup> [Portail officiel du gouvernement tunisien](#). Attention le 25 juillet 2021, le Président a annoncé le limogeage du Chef du gouvernement Hichem Mechichi, le gel des pouvoirs du Parlement pour une durée de 30 jours, ainsi que la levée de l'immunité parlementaire de tous les députés, ce qui implique que le chef de l'État s'arroge le pouvoir de légiférer par décrets présidentiels.

## 2. Statistiques économiques

### Indicateurs macroéconomiques<sup>6</sup>

Tunisie				
	2021	2022	2023	2024
<b>Croissance du PIB (%)</b>	3.3	2.2	1.6	2.1
<b>PIB (USD Mrd.)</b>	46.8	46.2	46.0	48.1
<b>PIB/habitant (USD)</b>	3'897	3'816	3'762	3'899
<b>Inflation (%)</b>	5.7	8.1	8.5	7.6
<b>Chômage (%)</b>	16.2	n/a	n/a	n/a
<b>Solde budgétaire (% du BIP)</b>	-7.6	-6.6	-5.3	-3.5
<b>Dette publique (% du BIP)</b>	81.2	88.8	89.2	87.1
<b>Compte courant (% du BIP)</b>	-6.1	-9.1	-8.0	-6.4

### Commerce extérieur tunisien 2021<sup>7</sup>



### Investissements directs étrangers (IDE) 2021

Selon [UNCTAD](#), le stock des investissements directs étrangers (IDE) en Tunisie se chiffre à USD 33 milliards à la fin 2021, en baisse par rapport à l'année précédente (USD 35 milliards en 2020). En ce qui concerne les flux, ils ont atteint 0.6 millions en 2021, une diminution par rapport à 2020 (USD 0.7 milliard).

Les investissements directs étrangers proviennent en grande partie des États du Golfe, qui investissent dans l'immobilier, le raffinage et la production pétrolière, l'agriculture, la logistique et le secteur financier. Hors énergie, la plupart des investissements proviennent de partenaires européens (France, Allemagne, Italie ou Espagne).

<sup>6</sup> [IMF World Economic Outlook Data Base](#), octobre 2022. Cellules ombragées sont des estimations/projections.

<sup>7</sup> [Direction of trade statistics \(DOTS\)](#), 2022

### 3. Situation économique<sup>8</sup>

#### 3.1 Structure de l'économie (% du PIB)

Alors que l'agriculture a pendant longtemps été le principal pilier de l'économie tunisienne, la production de pétrole et l'extraction de phosphates, l'industrie de transformation et le secteur du tourisme sont devenus de plus en plus importants pour le pays. La **structure économique relativement diversifiée** de la Tunisie la distingue de la majorité des pays d'Afrique et du Moyen-Orient, contribuant de manière significative à la résistance globale du pays aux chocs externes.

Le **secteur primaire** (agriculture et pêche) contribue à hauteur de **10.0%** (2021) au PIB, employant 13,8 % de la population active. L'**industrie** est responsable de **33.5%** du PIB. Les industries de transformation, en particulier le textile, l'habillement et le cuir, ainsi que les produits mécaniques et électriques, sont au cœur de ce secteur qui emploie 42.7 % de la population active. Le secteur des **services** a contribué à environ **42.5%** du PIB en 2021, avec 43.7 % de l'ensemble des travailleurs tunisiens. Avec le commerce de marchandises (8.8%), les transports (8.2%) et les télécommunications (7.2%), le tourisme est un secteur important de l'économie (4.1%). Cependant, le secteur du tourisme a beaucoup souffert des troubles sociaux de ces dernières années. Un défi à relever est l'intégration du **secteur informel**, qui, selon les chiffres du FMI, représentait un pourcentage élevé de 40% du PIB et qui représenterait plus de 50% de la main-d'œuvre.

Rang	Secteurs	2019	2020	2021
1	Services	45.7	43.3	42.5
2	Industrie	24.6	22.6	24.9
3	Agriculture	11.4	12.7	10.0
4	Services administration publique	20.0	21.4	22.6

#### 3.2 Politique économique

##### *Information générale*

Durant la colonisation française, l'économie tunisienne s'est concentrée sur le développement de son agriculture et des activités de l'extraction minière. **Après l'indépendance**, acquise en **1956**, le gouvernement tunisien s'est embarqué dans une **politique de nationalisation** des secteurs jugés stratégiques, tels que les domaines bancaires, de l'électricité, des transports, du gaz naturel et de l'eau. Durant les **années 1980**, le pays est frappé par une **crise économique**, causée principalement par la baisse des prix du pétrole, dont les exportations nourrissent une grande partie des recettes de l'Etat. La Tunisie prendra alors ensuite le chemin de la **mondialisation et libéralise son économie**. La croissance est au rendez-vous, mais les secteurs orientés sur le marché intérieur sont pénalisés par rapports à ceux axés sur les exportations. Le **chômage augmente et les inégalités se creusent**, pendant qu'un cercle restreint proche du pouvoir bénéficie des largesses du pouvoir en place. Cette **situation deviendra intenable et débouchera en 2011 sur la révolution du jasmin** qui mettra fin au régime de Ben Ali. Malgré le **processus de démocratisation** en court depuis lors, **l'économie tunisienne souffre toujours des mêmes maux**, à savoir chômage élevé, manque de perspectives pour les jeunes, endettement structurel et déficit important de sa balance commerciale.

La crise sanitaire a ajouté une complexité supplémentaire à la situation socio-économique du pays. L'économie tunisienne a continué à subir les conséquences de la pandémie, du climat d'incertitude politique et de l'absence de réformes structurelles nécessaires de longue date. La croissance du PIB n'a atteint que 3.3% en 2021, et devrait graviter autour de 2% jusqu'en 2024

<sup>8</sup> [World Bank Data Base](#), [IMF World Economic Outlook Database](#), October 2022; Rapport économique 2022 de l'Ambassade de Suisse à Tunis

---

au moins, un taux largement insuffisant pour permettre à l'économie de retrouver son niveau pré-pandémie. L'économie reste très dépendante de la consommation des ménages et exposée aux aléas cycliques des secteurs agricole et touristique.

---

#### *Politique budgétaire/fiscale*

**Entre 2013 et 2020**, la Tunisie a bénéficié de deux **accords** (*Stand-By Arrangement* et *Extended Fund Facility*) **avec le FMI**. Le 10 avril **2020**, le FMI a approuvé le décaissement d'un **instrument de financement rapide** pour soutenir la réponse des autorités tunisiennes à la pandémie du **coronavirus**. Les programmes du FMI en Tunisie ont pour objectif de promouvoir une croissance économique plus vigoureuse, consolider la stabilité macroéconomique, réformer les institutions publiques, faciliter l'intermédiation financière et d'améliorer le climat des affaires. La faiblesse de la reprise a exacerbé la pression sur des finances publiques déjà en difficulté. Le déficit budgétaire a augmenté en 2022, atteignant 9.1%. La dette publique croissante de la Tunisie sera impossible à financer sans la mise en place de réformes décisives des finances publiques et de l'économie. Les discussions entamées depuis mai 2021 avec le FMI en vue d'un nouveau programme de prêt n'aboutiront que si le gouvernement s'engage à mettre en œuvre un vaste plan de réformes structurelles. Les perspectives d'un accord avec le FMI sont mauvaise à moyen-terme, avec report de l'examen du dossier tunisien par le Conseil d'administration du FMI jusqu'à fin mars. Face à cette incertitude, l'agence de notation Moody's a annoncé le 27.01 l'abaissement de la note souveraine de la Tunisie à long terme de Caa1 à Caa2 avec perspective négative.

Dans le cadre des accords passés avec le FMI et le possible à venir, le gouvernement tunisien s'est engagé à arrêter certaines de ses subventions, réformer le système des retraites et à restructurer les entreprises publiques déficitaires. Le FMI souligne la nécessité de réduire la masse salariale du secteur public et de limiter les subventions énergétiques tout en donnant la priorité aux dépenses de santé et d'investissement et en protégeant les dépenses sociales ciblées. Ces **mesures d'austérité** ont jusqu'à présent été mal reçues par la population, dont une grande partie vit dans des conditions de précarité. De plus de nombreuses entreprises ont fait connaître leur mécontentement, considérant que plusieurs réformes introduites sont pénalisantes (ennuis administratifs et fiscalité compliquée).

---

#### *Politique monétaire*

La Banque centrale de Tunisie (BCT) a pour mission de **préserver la stabilité des prix**. De manière générale, après des baisses du taux directeur en réponse au COVID-19, l'orientation actuelle de la politique monétaire reste axée sur la poursuite de l'effort de contrôle d'inflation face aux fortes pressions inflationnistes dû à la guerre en Ukraine, ce qui s'illustre par une augmentation régulière du taux directeur (8% actuellement).

---

#### *Politique économique extérieure*

La Tunisie a conclu plusieurs **accords de libre-échange**, notamment **avec l'Union européenne et l'Association européenne de libre-échange**. Le pays a également conclu d'autres accords commerciaux, notamment avec la Turquie, plusieurs pays arabes (à l'exception des pays du Golfe) et quelques pays d'Afrique sub-saharienne. A l'instar du Maroc et de l'Egypte, la **Tunisie cherche à se profiler comme une porte d'entrée vers l'Afrique** pour les investisseurs étrangers, avec toutefois moins de zèle que ces deux pays.

---

### **3.3 Conjoncture économique**

Le PIB réel s'est contracté de 8.6% en 2020, ce qui représente la plus forte récession économique depuis l'indépendance du pays, et a repris le chemin de la croissance depuis avec 3.3% et 2.2% en 2021 et 2022 respectivement. Les pressions inflationnistes se font aussi ressentir en Tunisie, avec une inflation passant de 5.7% en 2021 à 8.1% en 2022. La Tunisie importe presque la moitié de son blé depuis l'Ukraine et la majeure partie de ses besoins en énergie, la rendant vulnérable aux effets économiques de la guerre en Ukraine.

## 4. Relations économiques bilatérales

### 4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
<a href="#">Accord sur le transport aérien</a>	En vigueur	22.11.1962
<a href="#">Accord de protection des investissements (API)</a>	En vigueur	08.07.2014
<a href="#">Accord contre la double-imposition (CDI)</a>	En vigueur	01.01.1996
<a href="#">Accord de libre-échange (ALE)</a>	En vigueur	01.06.2005

### 4.2 Présence institutionnelle

#### En Tunisie:

- [Chambre de Commerce et d'Industrie Tuniso-Suisse \(CCITNCH\)](#)

#### En Suisse:

- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)
- [Swiss-African Business Circle \(SABC\)](#)

### 4.3 Commerce bilatéral des marchandises (perspective suisse)<sup>9</sup>



**440 Mio.**  
Commerce (CHF),  
Total 2

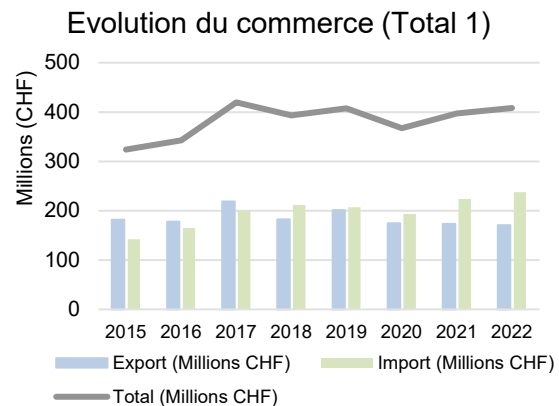
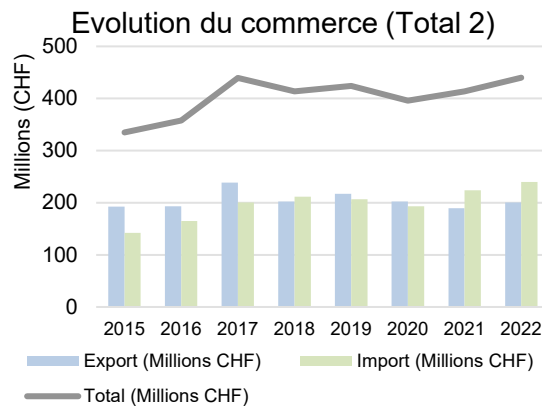


**0.1%**  
Part Mondiale,  
Total 2



**Nr.77**  
Partenaire commercial,  
Total 2

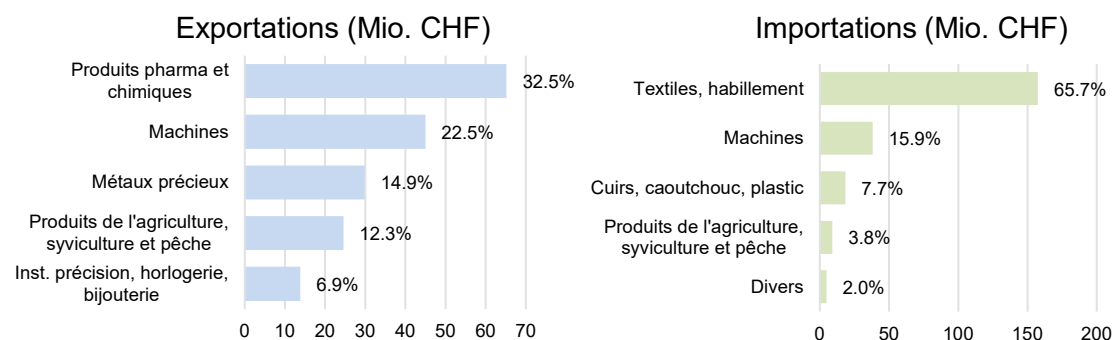
#### Evolution du commerce bilatéral



	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Volume total (Mio. CHF)	Variation (%)
<b>2020</b>	202	-6.9	193	-6.5	9	396	-6.7
<b>2021</b>	190	-6.3	224	15.9	-34	414	4.6
<b>2022*</b>	200	5.6	240	7.0	-39	440	6.4
<b>(Total 1)**</b>	170	-1.7	238	6.1	-67	408	2.7

\*) Total conjoncturel (Total 1): à l'exclusion de l'or en lingot et autres métaux précieux, des pièces de monnaie, des pierres précieuses et semi-précieuses, des objets d'art et des antiquités

#### Composition du commerce bilatéral (2022, chiffres provisoires, Total 2)



#### Commentaires

La Tunisie est le 11<sup>ème</sup> partenaire commercial de la Suisse en Afrique (le 3<sup>ème</sup> en Afrique du Nord), avec un volume des échanges qui se monte à CHF 440 millions en 2022.

Depuis l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange en 2005, les échanges de biens entre les deux pays sont passés de CHF 147 millions en 2006 à CHF 440 millions en 2022. Durant cette période, les exportations tunisiennes sont passées de CHF 28 millions à 240 millions, et les exportations suisses de CHF 11 millions à CHF 200 millions. Force est donc de constater que l'accord de libre-échange a permis d'augmenter sensiblement le commerce entre les deux économies et que celui-ci est relativement équilibré.

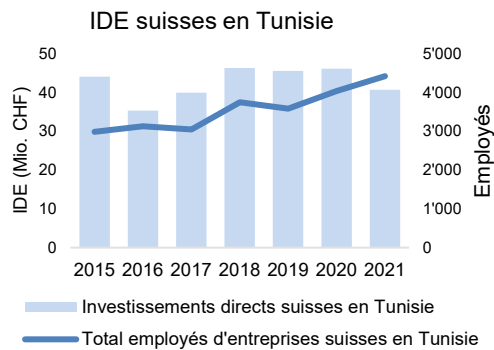
<sup>9</sup> Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#). Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces.

#### 4.4 Commerce bilatéral des services (perspective suisse)<sup>10</sup>

##### Evolution du commerce bilatéral des services (Mio. CHF)

La Banque Nationale Suisse ne publie pas de données sur le commerce bilatéral des services entre la Suisse et la Tunisie.

#### 4.5 Investissements directs (perspective suisse)<sup>11</sup>



##### Commentaires

Selon la Banque nationale suisse, le stock des investissements directs étrangers suisses en Tunisie s'élevait, fin 2021, à CHF 40.7 millions, soit en diminution par rapport à 2020 (CHF 46.2 millions). En 2021, les entreprises suisses étaient responsables de 4'422 emplois en Tunisie (4'037 contre en 2020). L'Ambassade suisse à Tunis estime cependant que ce nombre est plus élevé en réalité. Ainsi, plus d'une centaine d'entreprises suisses ou à participation suisse au capital serait présente en Tunisie, employant près de 14'000 personnes.

#### 4.6 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)<sup>12</sup>



Les garanties de crédit à court, moyen et long terme de la SERV sont disponibles.

<sup>10</sup> [Banque Nationale Suisse](#)

<sup>11</sup> Banque Nationale Suisse, [Bundesamt für Statistik](#)

<sup>12</sup> [SERV](#)



#### 4.7 Coopération au développement

La Tunisie est un **pays prioritaire de la coopération et du développement économiques** du SECO depuis plus de 15 ans. Le SECO met en œuvre des projets dans plusieurs domaines, notamment le tourisme durable, les chaînes de valeur, l'accès au financement pour les PME et les femmes, la planification urbaine et la transition énergétique ainsi que la stabilisation macroéconomique et financière et tout cela en bonne concertation avec la formation professionnelle financée par la DDC. **Les projets du SECO contribuent indirectement à la migration en créant des perspectives et des postes de travaux sur place. Ils visent à un effet à long terme.**

Avec son **nouveau programme de coopération 2021-2024**, la Suisse contribue en Tunisie à une paix durable et un développement économique inclusif qui profite à tous. Le SECO, la Direction du développement et de la coopération (DDC), la Division Paix et droits de l'homme (DPDH) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) élaborent et mettent en œuvre conjointement le programme de coopération suisse en Tunisie. Les trois objectifs principaux du programme suisse sont **un développement économique inclusif et durable, le renforcement des institutions publiques et de la société civile et la bonne gouvernance de la migration.**

#### 4.8 Dernières visites (depuis 2010, liste non-exhaustive)

2015 (26.-28.02)	Mission économique de la Secrétaire d'Etat Ineichen-Fleisch en Tunisie
2015 (22.1)	WEF / Davos, rencontre entre PC S. Sommaruga et le PM Tunisien sortant Mehdi Jomaa
2014 (7.1)	Participation de la Vice-présidente de la Confédération, CF S. Sommaruga, aux cérémonies de célébration de la nouvelle Constitution tunisienne (invitation de la Tunisie).
2012 (21.4)	Treffen zwischen BR J. Schneider-Ammann und dem tunesischen Investitions- und Kooperationsminister Riadh Bettaieb am Rande des Spring Meetings der Weltbank in Washington